

Dans les méandres de l'indifférence

La CSD et la CSN font le point sur la situation du transport scolaire au Québec

par Jacques Désy

« *Qui accepterait de travailler avec un salaire inférieur ou égal à celui qu'il recevait au début des années 1990?* », demande **François Vaudreuil**, président de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD).

« *Qui accepterait d'avoir la responsabilité de transporter quotidiennement des centaines d'enfants, en toute sécurité, pour à peu près 14 000 \$ par année* », demande **Mario Bouchard**, président du Syndicat des chauffeurs d'autobus scolaire, région de Québec, affilié à la CSD.

« *Comment peut-on nier le besoin urgent de nouvel argent dans le transport scolaire quand on sait pertinemment que l'accès à l'école passe d'abord par le transport des enfants?* », demande **Jean-Luc Harel**, coordonnateur de la région de Québec et responsable à la CSD de la coalition intersyndicale sur le transport scolaire.

Le 8 novembre dernier, un grand rassemblement réunissant les dirigeants et des membres de syndicats de chauffeurs d'autobus scolaire affiliés à la CSD et à la **Confédération des syndicats nationaux (CSN)**

s'est tenu à l'auditorium du CÉGEP de Trois-Rivières. Plus de 200 chauffeurs venus de partout au Québec assistaient à cette rencontre visant à échanger et élaborer un plan d'action afin de faire bouger le gouvernement dans ce dossier.

Une conférence de presse conjointe des deux centrales syndicales, réunissant le président de la CSD, **François Vaudreuil**, la présidente de la CSN, **Claudette Carboneau**, ainsi que **Gaétan Daigneault**, responsable du transport scolaire au sein du Secteurs réunis Public et parapublic CSD et **Cécile Crozes**, présidente secteur transport scolaire, F.E.S.P. - CSN, avait pour but de sensibiliser la population à la dure réalité vécue par les chauffeurs d'autobus scolaire et à présenter les revendications.

Sécurité et dignité

François Vaudreuil a tenu à dénoncer fortement la situation insoutenable qui perdure dans ce secteur. « *Les chauffeurs d'autobus scolaire veulent travailler dans la dignité, recevoir une rémunération juste et offrir un environnement sécuritaire aux enfants. Cette situation est à l'origine de nombreuses injustices et iniquités, de déséquilibre, projetant ainsi*



Mario Bouchard



Jean-Luc Harel

des milliers de personnes dans la spirale de la pauvreté. C'est un bel exemple des dérapages occasionnés par une gouvernance où la vision comptable prédomine, comme celle de refuser de verser les 85 millions additionnels promis au printemps dernier par le précédent gouvernement. »

Pour sa part, Claudette Carboneau a dénoncé l'absence d'enveloppes fermées affectées spécifiquement au transport scolaire. « *Les budgets alloués au transport scolaire ont été indexés de 2,25 % cette année. Cet argent devrait normalement être versé au transport scolaire et non à d'autres fins. Les deux tiers des commissions scolaires ont, en partie ou en totalité, utilisé autrement ces fonds. C'est un détournement que nous ne pouvons pas accepter* », ajoute-t-elle.

Le gros bon sens

Les revendications formulées par la CSD et la CSN au ministre de l'Éducation, **M. Pierre Reid**, relèvent du simple bon sens. Le rétablissement d'un financement adéquat du transport scolaire n'est pas un caprice. Au Québec, chaque jour, c'est 625 000 enfants qui sont confiés aux chauffeurs d'autobus scolaire.

« *Nous devons tout faire pour sortir les chauffeurs d'autobus scolaire du cercle vicieux de la pauvreté, mais également d'assurer une plus grande sécurité aux enfants. Nous devons absolument sensibiliser la population à cette situation troublante. Personne ne peut rester insensible à ces deux points précis : la sécurité des enfants, notre avenir collectif, et la pauvreté dans laquelle on garde les chauffeurs d'autobus scolaire.*

Suite à la page 16



Conférence de presse conjointe réunissant Gaétan Daigneault, François Vaudreuil, Claudette Carbonneau et Cécile Crozes.

Une conférence de presse conjointe des deux centrales avait pour but de sensibiliser la population à la dure réalité vécue par les chauffeurs d'autobus scolaire et à présenter les revendications.

Suite à la page 16

N'oublions pas que ce sont eux qui sont responsables de la sécurité des enfants », a clamé François Vaudreuil lors de son allocution.

Devant les 200 chauffeurs réunis à l'intérieur de l'auditorium, Mario Bouchard a lancé un cri du cœur qui, il l'espère, saura toucher le grand public, mais également le gouvernement.

« C'est un emploi difficile, qui demande beaucoup de concentration, un grand sens des responsabilités, de la motivation, une bonne santé et beaucoup de patience, envers les enfants, les parents, les directions d'école. Malheureusement, la qualité des chauffeurs se désagrège. Ce n'est pas étonnant, on vit une pénurie de main d'œuvre dans le domaine. Parce que nous sommes sous-payés, parce que nous ne sommes pas respectés, parce que, quoiqu'il arrive, c'est toujours la faute des chauffeurs. »

Encore des recommandations

Le 8 décembre dernier, deux représentants de la direction générale du financement et de l'équipement, messieurs Bouchard et Lepage, ont rencontré les délégués des centrales syndicales CSD, CSN et la **Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)**, dont Jean-Luc Harel de la CSD, ainsi que, lors de consultations précédentes, plusieurs intervenants des parties impliquées (les associations des transporteurs scolaires et les commissions scolaires). L'exercice consistait à recueillir des compléments d'information sur le transport scolaire et à colliger ces données afin d'en arriver à des recommandations pour le ministre de l'Éducation.

« Le résultat de l'exercice devait être déposé quelque part au mois de janvier au ministre. Par contre, je peux vous dire que ces messieurs



ont eu les mêmes réponses qu'on leur donne depuis toujours et ils ont vite compris que toutes les parties concernées ont le même discours, que ce soit par rapport au sous-financement, à la pauvreté des chauffeurs, au manque criant de main-d'œuvre, à la sécurité des enfants... », déclare Jean-Luc Harel.

Est-ce que les recommandations aideront le ministre Reid à injecter les 85 M \$ nécessaires à un début de redressement dans le transport scolaire? Est-ce que les recommandations vont mener à prendre la décision de doter le transport scolaire d'enveloppes fermées afin d'empêcher les com-

missions scolaires de s'en servir à d'autres fins?

« Le budget provincial doit être déposé bientôt. Le ministre Reid doit travailler de concert avec son collègue aux finances, Yves Séguin, pour que les sommes nécessaires soient prévues dans ce budget et injectées au plus vite afin de corriger le déséquilibre structurel existant », conclut François Vaudreuil. S